

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration
Séance du 28 novembre 2023

Délibération n°5.5

Le 28 novembre 2023, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 36

Nombre de présents : 23

Membres représentés (procuration) : 8

Quorum : 19

Point 5 – Gouvernance

**Délibération 5.5 – Acceptation d'Atol Conseils et Développements comme membre fondateur de la
Fondation Institut Agro pour l'école Institut Agro Dijon**

Visas :

Vu le code de l'éducation, notamment son article L.719-12 ;

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) ;

Vu les statuts de la Fondation Institut Agro approuvés par le conseil d'administration de l'Institut Agro le 16 novembre 2021 ;

Exposé des motifs :

Conformément aux textes susvisés, la qualité de membre fondateur s'acquiert pour de nouveaux membres Fondateurs dits d'école dont l'activité et les projets s'inscrivent dans une dimension territoriale en cohérence avec le périmètre de l'école, **sous réserve de l'approbation du conseil d'administration** de l'Institut Agro, par la décision de personnes physiques ou morales d'affecter de manière irrévocable à la fondation, des biens, droits ou ressources.

La Fondation Institut Agro soutient des programmes et projets portés par les différentes composantes de ses écoles concourant au développement et à la promotion des activités relatives à la formation, la coopération internationale et l'innovation pédagogique, scientifique et technique au service du monde économique et de la société.

Le comité territorial de l'Institut Agro Dijon doit constituer son collège de membres fondateurs.

La société *Atol Conseils et Développements* (Atol CD), entreprise de services numériques, a développé une multitude d'expertises pour répondre aux enjeux de la transformation numérique.

Expert de la transformation digitale du secteur agricole, Atol CD accompagne depuis plus de 20 ans les principaux acteurs du secteur : Chambres d'Agriculture, coopératives, instituts techniques, agro fournisseurs... qu'il s'agisse de valorisation de données, de traçabilité, d'agriculture 4.0, d'I.A, d'outils d'aide à la décision.

La délibération porte sur l'entrée d'Atol Conseils et Développements comme membre fondateur de la Fondation Institut Agro pour l'école Institut Agro Dijon.

Par conséquent Atol Conseils et Développements sera également membre du comité territorial de l'Institut Agro Dijon.

Atol CD s'engage à faire acte de mécénat à hauteur de cinq mille euros nets de taxes au profit de la Fondation Institut Agro pour acquérir la qualité de membre fondateur de l'école Institut Agro Dijon. La dotation fait l'objet d'un seul versement, conformément à la délibération du conseil de gestion du 11 octobre 2022 : Entreprise de < 250 salariés ou statut coopératif.

Une dotation minimum de 5 000 € répartie comme suit :

- 2 000 € : dotation au capital
- 3 000 € : fléchés sur un projet ou sur le Fonds d'urgence

Atol CD a choisi de flécher 3 000€ au profit du programme *Acteurs et moteurs des transformations*, pour l'organisation d'un événement sur la thématique data, en lien étroit avec la dominante *Data & Numérique* dont elle parraine les étudiants pour l'année universitaire 2023-2024.

ADOPTÉ : à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 28 novembre 2023, approuve l'entrée d'Atol Conseils et Développement comme membre fondateur de la Fondation Institut Agro au titre de l'école Institut Agro Dijon.

Fait le 28 novembre 2023.

**Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.**

La présente délibération est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.